

Le Courriel d'information

n°328 – Vendredi 03 mai 2002.

PRESQUE DEJA SEVILLE

Dans ce numéro

De vieilles haines nourries par la peur

Par Naomi Klein. Auteur de « No Logo ».
Traduction : Christine Mercier. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Je savais par des messages électroniques qu'il se passait quelque chose d'inédit à Washington le week-end dernier. Une manifestation contre la Banque mondiale et le Fonds monétaire international avait été rejointe par des opposants à la guerre et des manifestants contre l'occupation israélienne du territoire palestinien. Au final, tous les manifestants ont convergé pour former ce que les organisateurs ont décrit comme la plus grande démonstration de solidarité avec la Palestine de l'histoire des Etats-Unis – 75 000 personnes selon les estimations de la police. Dimanche soir, j'ai allumé mon poste de télévision dans l'espoir d'y apercevoir cet événement historique. J'y ai vu autre chose : un Jean-Marie Le Pen triomphant, célébrant son nouveau statut de deuxième leader politique en France. Depuis, je me demande si la nouvelle alliance qui s'est manifestée dans la rue peut aussi surmonter cette nouvelle menace.

Etant à la fois critique de l'occupation israélienne et de la mondialisation imposée par les

transnationales, il me semble que la convergence réalisée à Washington le week-end dernier se faisait attendre depuis longtemps. En dépit des étiquettes faciles de type "antimondialisation", c'est bien l'autodétermination que revendiquent depuis trois ans les protestations liées au commerce : le droit des peuples de toute la planète à décider comment organiser au mieux leur société et leur économie, qu'il s'agisse d'introduire une réforme foncière au Brésil ou de produire des médicaments génériques contre le SIDA en Inde, ou même de résister aux forces d'occupation en Palestine.

Quand des centaines de militants de l'altermondialisation se sont rassemblés à Ramallah pour servir de "boucliers humains" entre les tanks israéliens et les Palestiniens, la théorie qui se développe depuis quelque temps en marge des sommets consacrés au commerce a trouvé une application concrète. Ramener cet esprit courageux à Washington, où se décide une part si importante de la politique au Proche-Orient, était logiquement l'étape suivante.

Mais quand j'ai vu M. Le Pen rayonnant à la télévision, les bras levés triomphalement, j'ai perdu un peu de mon enthousiasme. Il n'y a aucun lien quel qu'il soit entre le fascisme français et ceux qui ont manifesté à Washington pour une "Palestine libre" (en fait, les seuls que les partisans de M. Le Pen semblent exécrer plus que les Juifs sont les Arabes). Et pourtant, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à tous les événements récents auxquels j'ai assisté où la violence contre les musulmans était justement condamnée, Ariel Sharon faisait l'objet de sévères critiques méritées, mais aucune mention n'était faite des attaques contre les synagogues, les cimetières et les centres culturels juifs. Ou au fait qu'à chaque fois que je me connecte à des sites d'informations militants comme Indymedia.org, qui pratiquent "la publication ouverte", je me trouve face à une série de théories d'une conspiration juive sur le 11 septembre et à des extraits des Protocoles des sages de Sion.

Le mouvement altermondialiste n'est pas antisémite, mais il ne s'est pas encore totalement confronté aux implications de l'engagement dans le conflit du Proche-Orient. La plupart des gens de gauche se contentent de choisir leur camp et au Proche-Orient, où l'un subit l'occupation et l'autre bénéficie du soutien de l'armée américaine, le choix paraît clair. Mais il est possible de critiquer Israël tout en condamnant avec force la montée de l'antisémitisme. Et il est possible aussi d'être en faveur de l'indépendance palestinienne sans plonger dans une dichotomie simpliste "pro-palestiniens/anti-Israël", image en miroir des équations bien contre mal dont le Président George W. Bush est friand. Pourquoi s'encombrer de ces subtilités quand on continue d'extraire des corps des décombres à Jénine ? Parce que toute personne qui veut combattre le fascisme de type Le Pen ou la brutalité de style Sharon doit regarder la réalité de l'antisémitisme en face. La haine des Juifs est un puissant outil politique entre les mains de la droite en Europe et en Israël. Pour M. Le Pen, l'antisémitisme est une aubaine, qui contribue à faire grimper son pourcentage d'électeurs de 10 à 17% en une semaine. Pour Ariel Sharon, c'est la crainte de l'antisémitisme, réelle et imaginaire, qui est l'arme. M. Sharon se plaît à dire qu'il affronte les terroristes pour montrer qu'il n'a pas peur. Mais en réalité, sa politique est mue par la peur. Son grand talent est de parfaitement comprendre les profondeurs de la peur juive d'un nouvel Holocauste. Il sait établir des parallèles entre l'anxiété que l'antisémitisme suscite parmi les Juifs et les craintes américaines du terrorisme.

Et il est passé maître dans l'art d'exploiter l'ensemble de ces peurs pour servir ses desseins politiques. La peur première, et familière, sur laquelle s'appuie M. Sharon, celle qui lui permet de prétendre que tous les actes d'agression sont défensifs, est que les voisins d'Israël veulent repousser les Juifs à la mer. La peur secondaire que M. Sharon manipule est la crainte qu'ont les Juifs de la diaspora d'être à terme contraints de chercher refuge en Israël. Cette peur conduit des millions de Juifs dans le monde entier, dont beaucoup sont écœurés par l'agression israélienne, à se taire et à envoyer leur chèque, un acompte pour le futur sanctuaire.

L'équation est simple : plus les Juifs ont peur, plus M. Sharon est puissant. Elu sur un programme de "paix dans la sécurité", son gouvernement pouvait à peine masquer sa satisfaction face à l'ascension de M. Le Pen, appelant immédiatement les Juifs français à faire leurs valises et à rejoindre la Terre promise. Pour M. Sharon, la peur des Juifs est la garantie que son pouvoir ne sera pas maîtrisé, ce qui lui donne l'impunité nécessaire pour faire l'impensable : envoyer des troupes au ministère de l'éducation de l'Autorité palestinienne pour voler et détruire des archives ; enterrer vivants des enfants sous leurs maisons ; empêcher les ambulances d'atteindre les mourants. Les Juifs de la diaspora se trouvent maintenant pris dans un étau qui se resserre : les actes du pays qui



était censé assurer leur sécurité future nuisent à leur sécurité présente. M. Sharon gomme délibérément les distinctions entre les termes "Juif" et "Israélien" et affirme qu'il combat non pour le territoire israélien, mais pour la survie du peuple juif. Et lorsque l'antisémitisme monte, en partie à cause de ses actes, c'est M. Sharon qui est, une fois encore, en mesure d'en recueillir les dividendes politiques. Et ça marche. La plupart des Juifs ont si peur qu'ils feraient désormais n'importe quoi pour défendre la politique d'Israël. Si bien qu'à la synagogue de mon quartier, dont l'humble façade porte les traces d'un incendie suspect, la pancarte sur la porte ne dit pas "Merci pour rien, Sharon" mais "Soutenez Israël… aujourd'hui plus que jamais."

Il y a une issue. Rien n'effacera l'antisémitisme, mais les Juifs de la diaspora et ceux d'Israël seraient peut-être plus en sécurité s'il y avait une campagne pour différencier les diverses positions des Juifs et les actes de l'Etat d'Israël. C'est là qu'un mouvement international peut jouer un rôle crucial. Déjà, des alliances se forment entre les militants pour l'altermondialisation et les "refuzniks" israéliens, ces soldats qui refusent de servir dans les territoires occupés. Et les images les plus marquantes des manifestations de samedi étaient celles des rabbins marchant aux côtés de Palestiniens. Mais ce n'est pas assez. Il est facile pour les militants de la justice sociale de se dire que puisque les Juifs ont déjà des défenseurs si puissants à Washington et à Jérusalem, l'antisémitisme est une bataille qu'ils n'auront pas à livrer. C'est une erreur dangereuse. C'est précisément parce que l'antisémitisme est utilisé par des gens comme M. Sharon qu'il faut se réapproprier la lutte contre lui. Ne plus considérer l'antisémitisme comme une affaire juive, à traiter par Israël et le lobby sioniste, c'est priver M. Sharon de son arme la plus efficace dans cette occupation indéfendable et de plus en plus brutale. Et en prime, dès lors que la haine des Juifs diminue, les gens comme Jean-Marie Le Pen perdent de la hauteur.

Naomi Klein. Publié dans Toronto Globe and Mail, 24 avril 2002

Barcelone contre l'Europe du capital. Vers Séville.

Par Josep Maria Antentas. Membre du Movimiento de resistencia Global et de la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre

1. Le contexte des mobilisations

A l'échelle internationale, les mobilisations de Barcelone se sont déroulées dans le contexte de l'après 11 septembre. Si les manifestations de Bruxelles avaient constitué un premier baptême du feu, réussi, le IIe Forum social mondial de Porto Alegre a permis de mesurer le bon état de santé du mouvement, malgré le tournant réactionnaire de la politique mondiale impulsé par Bush après le 11 septembre. Les mobilisations de Barcelone, les premières en Europe après Porto Alegre, ont donc servi à montrer, une fois de plus, que les opposants a la mondialisation néolibérale étaient plus déterminés que jamais.

Il faut noter cependant que le profil international des mobilisations de Barcelone était assez faible, car il ne s'agissait que du premier sommet des chefs d'Etat de l'Union européenne (UE) sous la présidence espagnole. Or, comme c'est devenu l'habitude, le principal rendez-vous international lors de chaque présidence européenne est la rencontre entre chefs d'Etat qui met fin a la présidence semestrielle de l'UE - elle aura lieu à Séville les 22 et 23 juin.

Dans le cadre de l'Etat espagnol, les mobilisations de Barcelone doivent être replacées dans un contexte de redémarrage des mobilisations sociales, bien que de manière partielle et inégale, et d'augmentation du mécontentement vis-à-vis de la politique gouvernementale du Parti populaire (PP, droite libérale au pouvoir depuis 1996), et aussi de Convergencia i Union (CiU, autonomistes catalans de centre-droit) en Catalogne. Plusieurs fronts se sont ouverts durant ces derniers mois, dont voici les principaux :
- Tout d'abord, les mobilisations étudiantes contre la Loi organique des Universités, qui connurent leur apogée avec la grève étudiante du 14 novembre dernier - qui eut lieu le 13 novembre en Catalogne - qui fit descendre dans la rue 300 000 étudiants. La grève a été impulsée dans la majorité des universités par les assemblées générales étudiantes, autour d'une plate-forme combative qui déborda des l'origine les prises de position des organisations étudiantes traditionnelles, liées au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et a Izquierda Unida (IU, regroupement de petites formations de gauche autour du PCE) et les stratégies de ces partis et des syndicats ouvriers majoritaires. A la fin de la mobilisation, ces secteurs ont néanmoins repris l'initiative, avec la manifestation de Madrid du 1er décembre, qui a réuni plus de 200 000 personnes a l'appel du PSOE, de IU, de Comisiones Obreras (CCOO,



attac

principale centrale syndicale dirigée a l'origine par des militants du PCE) et de l'Union générale du travail (UGT, syndicat proche du PSOE).

- En deuxième lieu, les mobilisations massives contre le Plan hydrologique national, dont l'impact dans les zones les plus touchées (Aragon et communes du bassin de l'Ebre en Catalogne) serait d'une ampleur colossale (1). Le 10 mars, une semaine avant le sommet européen, le mouvement contre le Plan hydrologique national a mobilisé 200 000 personnes à Barcelone.

- En troisième lieu, les mobilisations des immigrants sans papiers, dont le catalyseur fut l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi sur les Etrangers au début de 2001. Ce mouvement s'est exprime avec force à diverses occasions, comme c'est actuellement le cas dans la province d'Almeria (2).

- Il faut aussi souligner l'apparition de plusieurs luttes syndicales, certaines ayant un grand impact social, comme celle de Sintel (3) et d'autres de caractère beaucoup plus local et moins connues (Miniwatt, Lear, etc.). Malgré ces luttes, nous n'avons pas assisté à des affrontements sociaux d'ampleur. La situation générale du monde du travail se ressent de l'orientation démobilisatrice des centrales syndicales majoritaires, CCOO et l'UGT.

- Enfin, il faut évoquer le rôle de plus en plus important du mouvement antiglobalisation lui-même qui, depuis les mobilisations contre la Banque mondiale à Barcelone en juin 2001, s'est enraciné et s'est renforcé à travers tout l'Etat espagnol.

Toutes ces luttes ont eu des dynamiques distinctes, bien qu'elles aient quelques traits communs. En termes généraux, on peut affirmer qu'elles ont été portées par des campagnes larges et unitaires avec des positions combatives et mobilisatrices qui ont regroupé un vaste spectre social. Pratiquement dans toutes ces luttes est apparu un élément de conflit entre les secteurs les plus combatifs et les organisations politiques parlementaires (PSOE, la majorité de IU, etc.) et les syndicats majoritaires (CCOO, UGT) qui ont parfois monté leurs propres campagnes pour concurrencer les plates-formes unitaires, comme par exemple dans le cas de la mobilisation contre la Loi universitaire.

Toutes les luttes de 2001 ont réussi à éroder considérablement l'hégémonie du gouvernement du PP, dont le caractère autoritaire et arrogant est apparu de manière flagrante a de nombreuses reprises. Néanmoins, bien que manquant totalement de légitimité, les principaux projets gouvernementaux contestés socialement ont été menés à leur terme, comme par exemple la loi sur les universités. Pour l'instant, aucune victoire de grande ampleur n'a permis de mettre en crise le gouvernement Aznar, hormis la victoire des travailleurs de Sintel. Il est clair que la période de démobilisation sociale qui a prévalu durant la première législature du PP (1996-2000) s'est achevée et que l'on assiste à un nouveau cycle de luttes, bien que son démarrage soit contradictoire et limité.

2. La dynamique du mouvement anti-globalisation

Durant la période suivant les mobilisations de Seattle, plusieurs évènements ont marqué le développement du mouvement anti-globalisation en Catalogne et dans l'Etat espagnol. Voici les plus notables.

- Le référendum social pour l'abolition de la dette extérieure, à l'initiative du Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure (RCADE) le 12 mars 2000. Organisé le même jour que les élections générales, ce referendum a recueilli plus de 1 250 000 voix, dont la moitié en Catalogne. Le processus de préparation de cette action a servi à créer un important réseau avec une implantation locale, dont les secteurs les plus militants ont ensuite activement participé aux différentes activités du mouvement anti-globalisation.

- Au printemps 2000, la création du Mouvement de résistance globale (MRG) en Catalogne afin de préparer la mobilisation de Prague du 26 septembre suivant contre le FMI et la BM. On y retrouvait des personnes liées à certains secteurs du mouvement des autonomes, des groupes investis dans la solidarité avec le zapatisme, le RCADE et divers collectifs de base locaux. Le MRG s'est constitué dès l'origine comme un réseau large de coordination de collectifs et d'individus militant à la base dans le but d'intervenir dans les luttes contre la mondialisation capitaliste. En termes de choix stratégiques, il a toujours voulu concilier la participation aux campagnes et aux mobilisations internationales et le travail au niveau local. Dans le cadre de la campagne contre le FMI et la BM à Prague, d'autres MRG ont été crées dans les principales villes de l'Etat espagnol, Madrid, Valence ou Saragosse, mais ils n'avaient pas de véritables liens avec le MRG



catalan, leur profil et leur composition étant à chaque fois très différents.

La mobilisation de Prague s'est transformée en véritable lutte fondatrice du mouvement contre la mondialisation capitaliste dans l'Etat espagnol. Ensuite, ce mouvement est apparu comme une nouvelle génération militante dont le MRG devint le point de référence. L'importance du MRG n'est pas réellement due à ses capacités d'organisation mais au fait qu'il représente l'une des meilleures expressions des processus actuels de radicalisation d'une frange importante de la jeunesse en Catalogne et dans l'Etat espagnol. Cette nouvelle génération de militants se caractérise par une idéologie anticapitaliste claire, par la volonté de faire de la politique depuis la base, de s'organiser dans des réseaux horizontaux et peu structurés et par la recherche de formes de mobilisation non conventionnelles centrées sur diverses formes d'action directe non violente.

Durant la deuxième moitié des années 1990, existait un cadre propice pour l'apparition d'un mouvement de jeunes fort, non lié aux mouvements animés par les générations militantes précédentes et la gauche politique, et ce pour deux raisons. D'une part, l'affaiblissement des structures et des réseaux militants des différents mouvements apparus dans les années 1970 et 1980 et le virage a droite des syndicats majoritaires. De l'autre, la crise de la gauche politique, due au blocage et a la stagnation de projets tel celui de IU ou la droitisation d'ICV (4) en Catalogne, ainsi que l'explosion des principales organisations de la gauche révolutionnaire durant la première moitié des années 1990. La vague de radicalisation actuelle de la jeunesse contre la mondialisation capitaliste a été précédée d'un premier mouvement lie au phénomène okupa (squatters) de la fin 1996 jusqu'en 1999, dans un contexte de démobilisation sociale générale La radicalisation actuelle repose d'ailleurs en partie sur l'ampleur préalable du mouvement des autonomes mais dépasse clairement son cadre et englobe un spectre beaucoup plus large et divers de jeunes. Elle a lieu dans un contexte de réapparition des luttes et de convergence de différents secteurs sociaux et de différentes générations dans des campagnes unitaires.

- En troisième lieu, l'autre évènement important qui marque le développement du mouvement anti-globalisation dans l'Etat espagnol est la Campagne contre la banque mondiale-Barcelone 2001 liée à la Conférence sur l'économie du développement de la BM des 25 et 27 juin 2001. Cette campagne a nécessité le lancement à grande échelle du mouvement dans tout le pays et notamment en Catalogne - son impact a été très varié selon les régions.

La campagne contre la BM a regroupé un ensemble large de réseaux et d'organisations comportant un spectre idéologique et social très large. Y compris les grands syndicats et la gauche parlementaire de Catalogne se virent obligés d'appuyer cette campagne, bien que leur participation à sa préparation et aux mobilisations tint avant tout du témoignage. Barcelone 2001 supposa la transformation du profil du mouvement à travers l'élargissement de sa base sociale. Cela a permis d'initier un processus de convergence entre une grande variété d'organisations sociales, permettant au mouvement de cesser d'apparaître comme exclusivement forme par la nouvelle génération militante.

Outre la victoire symbolique remportée deux mois avant la conférence (puisque la BM décida finalement de l'annuler) le bilan de ces mobilisations a été extrêmement positif : plus de 30 000 personnes ont participé à la manifestation du 24 juin et environ 5 000 à la conférence La manifestation s'est achevée par un scandale politique d'ampleur, car il nous fut possible de démontrer, preuves photographiques à l'appui, que des policiers infiltrés parmi les manifestants avaient provoqué des désordres à la fin du défilé dans le but de justifier une charge très dure des forces de répression. Ce scandale dû à l'action de la police vint s'ajouter à une liste déjà longue de polémiques publiques à propos des agissements irréguliers de la police dans ces dernières années et à la politique répressive du PP contre toute forme de dissidence sociale.

3. La présidence de l'UE et la campagne contre l'Europe du capital

3.1. La dynamique de la campagne

Les préparatifs pour le semestre européen ont commence en octobre 2001, après le succès local de juin contre la BM et le succès international des mobilisations de Gênes, le tout au milieu de la confusion régnant après le 11 septembre. Le semestre européen se présentait comme une période très dense de rendez-vous officiels : deux Conseils européens, 41 réunions interministérielles et 151 séminaires de moindre importance. La structure adoptée par les mouvements anti-globalisation pour faire face à ces six mois de mobilisations a été celle d'une

coordination flexible à l'échelle du pays entre les différentes campagnes locales organisées dans les différentes villes devant héberger une de ces multiples réunions officielles. A la lumière des premières réunions de coordination à l'échelle de l'Etat espagnol, le mouvement anti-globalisation est apparu très inégalement représenté à travers les différentes parties du pays, faible dans certaines zones et bénéficiant d'un vrai enracinement social et d'une capacité organisationnelle assez élevée dans d'autres.

En Catalogne, le lancement de la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre a été lent et complexe. Bien que les mobilisations de juin contre la BM aient consolidé le mouvement dans cette région, une sensation de fatigue était perceptible dans les milieux militants. Barcelone s'est retrouvée dans la situation inédite d'être le théâtre de deux grandes mobilisations anti-globalisation à peu de mois d'intervalle ; le Sommet des chefs d'Etat à été préparé avec une impression de déjà vu, de répétition de ce qui avait été fait précédemment en juin. Dans le même temps, le mouvement a été paralysé pendant deux mois par des différends stratégiques sur les formes d'organisation à adopter. Finalement, on a choisi d'impulser une campagne unitaire, inspirée de celle contre la BM, dont le démarrage effectif n'a eu lieu qu'au tout début de 2002.

La campagne a regroupé plus de 100 organisations de nature différente (réseaux informels, plates-formes locales, partis, syndicats, ONG, etc.) ainsi que beaucoup d'individus non organisés. Parmi les principaux groupes, on peut distinguer le MRG et ses sympathisants, la RCADE, le Collectif de soutien à la rébellion zapatiste, ATTAC, l'Assemblée contre la globalisation (ATG) - à laquelle participent la CGT, l'Intersyndicale alternative de Catalogne et des militants critiques de CCOO -, la Marche mondiale des femmes et le courant Rojos (Rouges) de IU en Catalogne. Durant cette campagne, ou du moins à l'occasion de certaines actions, on a noté une participation importante d'une partie notable du mouvement des autonomes, dont certains avaient fait bande à part durant la campagne contre la BM et avaient crée un petit groupement baptisé Barcelona Tremola (Barcelone tremble, en catalan). Ni les grandes confédérations syndicales ni les partis représentés au parlement catalan (ICV et ERC, la gauche nationaliste) ni la majorité de IU ou le parti socialiste n'ont participé à la campagne. Ces organisations, avec l'appui de quelques ONG, se sont regroupées autour d'un programme propre, le Forum social de Barcelone, utilisé comme outil pour concurrencer la Campagne contre l'Europe du capital dans les médias. Cependant, le Forum social de Barcelone a finalement été obligé de soutenir la manifestation du 16 mars appelée par la Campagne, tant il était évident qu'elle constituerait un évènement incontournable.

Comme pour la campagne contre la BM, nous n'avons pas adopté une structure centrée autour des organisations ; tout fonctionnait à partir des assemblées de discussion et des commissions de travail ouvertes, dans lesquelles chacun intervenait à titre personnel et non en tant que représentant de telle ou telle organisation. C'est la forme organisée qui correspond le mieux à la réalité du mouvement en Catalogne, où les réseaux informels et les inorganisés pèsent d'un poids très important. Le bilan de la dynamique interne de la campagne est positive et les contacts entre ses différentes composantes ont été très positifs, en dépit de quelques problèmes et de tensions dus à l'existence de cultures politiques différentes, tout particulièrement entre la nouvelle génération militante et les mouvements animés par des membres des générations précédentes, ce qui a parfois entraîné des méfiances réciproques.

3.2. Le bilan des mobilisations

La philosophie de la campagne prétendait conjuguer différents types activités dans des buts différents (forum alternatif, manifestation de masse, journée d'action directe, etc.) non pas pour les superposer et les opposer mais afin de les renforcer réciproquement dans une perspective de convergence stratégique entre des réseaux et des organisations très distincts. Partant du fait incontestable que les priorités de nombre des participants de la campagne étaient différentes, et pensant que chacun devait trouver son espace en son sein, on a considéré important de fusionner les expériences dans la mesure du possible et de réussir à faire participer tout le monde aux différents moments et aux différentes facettes de la campagne. Voici les activités finalement menées à bien : un video-forum du lundi 11 au vendredi 15 mars, auquel ont assisté plus de 1 000 personnes en diverses sessions ; une journée d'action directe décentralisée le 15, jour d'ouverture du sommet officiel ; un forum des alternatives dans la matinée du 16, auquel ont participé environ 6 000 personnes ; la manifestation du 16 dans l'après-midi qui connut une assistance énorme - 250 000 participants selon la police, 500 000 selon les organisateurs, 300 000 selon les médias ; et un concert final qui a attire 50 000

personnes, avec Manu Chao, entre autres. Il faut ajouter à toutes ces activités la manifestation syndicale de la CES, qui, le 13, regroupa environ 100 000 syndicalistes ainsi que deux autres activités importantes durant le week-end précédent : un "reclaim the streets" le samedi 9 avec 3 000 personnes et la manifestation immense de la Plate-forme contre le Plan hydrologique national le 10 mars.

Il faut s'arrêter sur le commentaire de deux des activités principales du week-end : la manifestation et la journée d'action directe décentralisée. La manifestation a été un succès aux proportions historiques, absolument inespéré pour tout le monde. L'immense majorité des manifestants étaient catalans, car la majorité des étrangers voulant y participer avait été bloquée à la frontière française. Quant à la participation d'autres manifestants de l'Etat espagnol, elle a été réduite car comme des sommets officiels et des mobilisations vont avoir lieu dans de nombreuses autres villes (Saragosse, Valence, Madrid, Séville, etc.) les militants ont choisi de ne pas aller manifester à Barcelone, préférant se réserver pour les mobilisations dans leur propre ville.

La manifestation a été appelée par trois voix distinctes : la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre, le Forum social de Barcelone (FSB) et la Plate-forme catalane contre l'Europe du capital, qui réunit les groupes indépendantistes. Le rapport de forces entre ces trois blocs n'a fait aucun doute : le cortège du FSB était de dimensions modestes - situé en fin de manifestation, il l'abandonna sans avoir avancé d'un pas après plus de trois heures de surplace ; la Plate-forme catalane a réuni environ 5 000 personnes ; le gros des manifestants a défilé dans le cortège de la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre.

Deux raisons principales expliquent le succès de la manifestation. Tout d'abord, la force propre du mouvement anti-globalisation en Catalogne, dont le dynamisme était déjà clairement apparu en juin contre la BM et lors des mobilisations internationales précédentes En second lieu, il faut lire le succès de la manifestation comme un symptôme du rejet social accumulé contre la politique du PP et, tout particulièrement, contre l'attitude adoptée par le gouvernement Aznar face aux mobilisations antérieures organisées à Barcelone. D'un côté, le dispositif répressif mis en place, faisant appel à plus de 8 500 policiers, a été perçu comme une militarisation de la ville à la fois disproportionnée et arrogante. De l'autre, la tentative systématique de criminaliser le mouvement par Aznar a eu un effet boomerang et a conduit de nombreux citoyens à descendre dans la rue. Les attaques d'Aznar ont encore monté d'un cran quand le Forum social de Barcelone a rendu publique son intention de participer à la manifestation et quand le PSOE a décidé de laisser ses militants y assister. Beaucoup des citoyens indignés par les tentatives de criminalisation d'Aznar d'une manifestation appuyée y compris par le PSOE sont descendus dans la rue pour exprimer leurs sympathies et leur identification avec le mouvement anti-globalisation en général, symbolisé par la Campagne contre l'Europe du capital, mais ils ne prirent pas place dans les cortèges des grandes organisations du Forum social comme CCOO, l'UGT, IU, ICV, etc.

La manifestation s'est déroulée dans un climat de tension et de confrontation beaucoup plus faible qu'à Gênes, bien que le dispositif policier ait été spectaculaire et que la manifestation ait été coupée en deux par une charge policière brutale. Cette absence de climat de tension a favorisé la légitimation sociale du mouvement et dans le même temps a permis des tentatives de cooptation et de neutralisation de la part de la gauche institutionnelle. Le maire de la ville lui-même, Joan Clos (PSOE), a récupéré cette protestation massive contre la globalisation en la présentant comme un exemple du civisme traditionnel des Barcelonais, et comme une preuve de la capacité de sa ville à organiser de grands évènements de manière satisfaisante, tout comme cela avait déjà été le cas a l'occasion des Jeux olympiques de 1992 !

La journée d'action directe décentralisée du 15 mérite aussi quelques commentaires à cause de son caractère novateur par rapport aux contre-sommets précédents. La nécessite d'organiser une journée de désobéissance civile et de protestation non conventionnelle était évidente pour les organisateurs de la campagne. En même temps, la possibilité de réaliser une tentative de siège du sommet officiel, en reprenant la méthode classique de Seattle, paraissait impossible étant donne le dispositif policier sans précédents Face à cette situation, nous avons choisi d'appeler à une journée d'actions décentralisées dans différents points de la ville. Cette journée a servi à réadapter la stratégie de l'action directe non violente au schéma nouveau d'augmentation de la répression et des dispositifs policiers durant les sommets. Au total, plus de trente actions ont eu lieu, desquelles on peut détacher la chasse aux lobbies à laquelle ont participé environ 1 000

personnes (il s'agissait d'une manifestation ralliant les sièges de différents lobbies et multinationales dans le centre-ville) ; la tentative d'occupation d'un des sièges de Telefonica (ancienne compagnie nationale de téléphone aujourd'hui privatisée en grande partie) par ses travailleurs ; différentes manifestations à bicyclette dans la ville ; la manifestation passant devant différents consulats latino-américains ; une manifestation contre les aliments transgéniques et finalement une représentation de cirque alternatif qui attira 5 000 personnes.

3.3.Perspectives après succès

Voici quelques-unes des perspectives et des défis immédiats du mouvement anti-globalisation dans l'Etat espagnol après le succès de Barcelone et avec le semestre de direction de l'UE en toile de fond.

En premier lieu, la présidence de l'UE sera, et est déjà de fait, une bonne occasion pour consolider le mouvement anti-globalisation à travers tout le pays. Des mobilisations, avec une échelle à des degrés divers, vont avoir lieu dans de nombreuses villes et territoires de tout l'Etat, ce qui constitue une bonne opportunité pour lancer le mouvement dans des endroits où il est encore balbutiant. Il est encore trop tôt pour pronostiquer quel sera l'impact de Barcelone sur les prochains grands rendez-vous du semestre européen, mais il est clair que ce succès va contribuer à donner de l'élan aux mobilisations futures, tout particulièrement à celle de Séville en juin. En même temps, y compris dans les endroits où le mouvement est le plus solide, comme la Catalogne, il faudra s'efforcer de renforcer nos capacités organisationnelles, car le déphasage actuel entre sa puissance de mobilisation et la faiblesse de ses structures est évident L'un des débats ouverts actuellement est de savoir si le mouvement sera capable de se doter de formes d'expression organisationnelle après la fin de la présidence espagnole de l'UE.

En second lieu, l'impulsion de Barcelone et de tout le semestre européen devrait servir à donner un coup de fouet a un cycle de luttes sociales qui ont démarre dans l'Etat espagnol ces derniers mois. Il est encore tôt, cependant, pour savoir quelle sera la traduction concrète de la réussite impressionnante de Barcelone pour l'ensemble des mouvements sociaux du pays, même s'il est évident que nous entrons dans une période plus favorable a la mobilisation sociale ; les différentes luttes à venir pourront s'appuyer, au moins au niveau symbolique sur l'essai réussi du mouvement anti-globalisation. Mais il est particulièrement difficile de savoir si le nouveau climat ouvert après Barcelone incitera les directions syndicales à adopter une politique de contestation claire du PP, comme c'est d'ores et déjà le cas en Italie. Dans tous les cas, dans le cadre de la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre, sont apparus différents processus intéressants de coordination stratégique de luttes sectorielles et de renforcement des liens entre organisations et mouvements divers. Il faut par exemple mettre en avant les processus d'articulation de la gauche syndicale, autour de Assemblée des travailleurs contre la globalisation (ATG) ou, dans un autre cadre, le succès de la chasse aux lobbies qui pourrait constituer un embryon de campagnes importantes contre les multinationales.

Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact a moyen terme de Barcelone. Mais une chose est sure : Le pessimisme et la résignation qui régnaient en maître il y a trois ou quatre ans ont complètement disparu dans les milieux militants. Et c'est un commencement prometteur.

Contact pour cet article. Josep Maria Antentas JosepMaria.Antentas@uab.es

1. Projet qui vise à détourner les eaux de l'Ebre et d'autres fleuves du nord-est de l'Espagne pour alimenter le pays valencien et le sud-est.
2. Cette province andalouse accueille un nombre très important de migrants clandestins, venus du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, employées dans les champs a la culture et au ramassage des fruits et légumes primeur.
3. L'entreprise de téléphonie privée Sintel a fait faillite en juin 2000, entraînant le licenciement de plus de 5 000 personnes. Après avoir organise de nombreuses manifestations, les employés licenciés ont occupe pendant plusieurs mois l'une des principales avenues de Madrid pour exiger un plan social et des indemnités de licenciement décentes ; ils ont finalement obtenu gain de cause au printemps 2001.
4. La Gauche verte catalane (ICV) est issue d'une rupture majoritaire d'Iniciativa per Catalunya (organisation d'IU en Catalogne) en décembre 1997. Se séparant de l'IU a la fois sur le terrain démocratique et sur des positions plus a droite, ICV a évoluée depuis vers des positions crypto-social-democrates.

Après Barcelone, Valence. Et bientôt Séville.

Par Lucile Daumas, Attac Maroc & Jean-Luc Cipière, groupe Méditerranée d'Attac France

Au moment où Jénine subissait un assaut d'une sauvagerie indicible, à l'autre bout de la Méditerranée, à Valence en Espagne, 27 ministres des Affaires Etrangères (Union Européenne, Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Jordanie, Israël, Territoires Occupés, Syrie, Liban, Turquie, Chypre et Malte) se réunissaient pour célébrer le Partenariat Euro-Méditerranéen. Durant la semaine précédente du 13 au 20 avril, plusieurs initiatives ont essayé de faire entendre les voix des "sociétés civiles" du pourtour méditerranéen avant que cette conférence euro-méditerranéenne ne fasse entendre la sienne : celle du neo-libéralisme.

En Amérique, cela s'appelle l'Alena ou l'Alca. Ici, en Méditerranée cela s'appelle le Partenariat Euro-Méditerannéen (PEM). Derrière les mots, le projet est le même. Mettre en place une Zone de Libre Echange (ZLE) selon les règles de l'OMC. D'ailleurs, les recommandations de la Commission européenne(1) pour préparer cette conférence ne le cachent pas en précisant que "l'Union européenne se doit, pour sa part, d'être fidèle à l'esprit du plan d'action de Doha pour le développement, qui vise à poursuivre la libéralisation de l'accès au marché, même dans les régions sensibles".

Ce PEM signé en 1995, s'est accompagnée de la mise en place d'un cadre d'expression de la "société civile" sur ce processus, dénommé Forum Civil Euromed (FCE). Six se sont déjà tenus de Barcelone à Marseille lieu de la dernière conférence euro-méditerranéenne (novembre 2000). Considérant que ce cadre ne permettait pas la remise en cause des fondements du PEM, Attac, avec quelques partenaires avait choisi de faire valoir son point de vue dans une initiative différente. C'est ainsi que "L'autre sommet" s'était tenu, à Marseille, en marge du FCE et de la conférence officielle.

Deux années plus tard, bien des choses avaient changé. Les réunions intermédiaires (Tunis, Beyrouth, Ramallah, Jérusalem) constataient toutes que le PEM était dans l'impasse, dénonçaient la logique libérale sur laquelle sont fondés les volets économiques de tous les accords d'association et déploraient "l'inexistence de solutions alternatives", ne remettent pas en cause le développement de la zone de libre échange (ZLE).

Pour la première fois, dans son comité de pilotage, le FCE de Valence comptait des associations engagées dans le mouvement alter mondialiste. Ces organisations avaient contribué à faire "bouger les lignes" du FCE pendant sa préparation suffisamment pour nous convaincre, cette fois-ci, de participer à ses travaux.

Quel bilan tirons-nous de notre participation à ce Forum Civil ?

Il apparaît clairement que l'ensemble de ses travaux se sont déroulés sans que la question du projet euro-méditerranéen et notamment de l'instauration d'une ZLE ne soit vraiment débattue. Cette année, un petit espace a été concédé. Les conclusions de cet atelier ont mis en cause les fondements même du Partenariat. Elles ont demandé la suspension de tous les accords d'association (AA) jusqu'à ce que les peuples des deux rives puissent juger, en toute objectivité (évaluation indépendante), de l'impact des politiques mises en place dès 1995.

Il y a tout à parier que cette résolution ira directement enrichir les poubelles de la conférence officielle. De la même façon, la manière dont se déroulent les débats et l'absence de discussion en plénière pour chacune des résolutions des différents ateliers font qu'il y a une juxtaposition d'opinions et aucun point de rencontre entre elles.

Seule exception, et d'importance, la rédaction de la motion sur la Palestine a fait l'objet d'une discussion large, ouverte et démocratique et a suscité une ovation unanime de la salle en plénière. C'est donc, à notre avis, la seule résolution qui est acquise un réel statut de légitimité et de représentativité dans le cadre de ce Forum.

Pour le reste, il est significatif que les différentes motions font apparaître, pour certaines, une omission totale du contexte du PEM, pour d'autres, une adhésion au processus de Barcelone. Pour d'autres encore, une demande de révision ou de refondation de ce processus, pour une seule enfin, une revendication d'annulation des accords d'association mis en place dans le cadre du PEM. Ces profondes divergences d'appréciation demandent évidemment un débat de fond que ces journées n'ont pas permis.

Dans un tel contexte, le FCE peut apparaître comme un alibi démocratique, une caution apportée à un processus qui apparaît comme une volonté de réorganiser la domination et l'exploitation du Sud par le Nord en fonction des nouveaux parangons de la vulgate libérale.



Mais ce qui est en question, c'est aussi l'absence d'implication de notre réseau sur cette question. C'est finalement sur Attac Valence qu'a reposé la décision de monter ou pas une mobilisation susceptible de "faire bouger les lignes". Quadrature du cercle pour une organisation encore faible et jeune qui ne s'en est pas senti les forces, manquant là aussi d'un appui massif du reste du réseau. Et pourtant les conditions de cette mobilisation semblaient pouvoir être objectivement réunies puisque le week-end suivant ont été organisées de multiples manifestations (manifestation de rue contre l'Europe du Capital, Rencontre internationale contre le projet euro-méditerranéen et la mondialisation capitaliste dans le monde arabe). Notre réseau était là aussi présent avec quatre personnes (une pour Attac France, une Attac Maroc, deux pour Attac Valencia).

Nous y avons joué bien évidemment un rôle mineur alors que nous aurions pu être les promoteurs de mobilisations d'envergure et d'un travail d'expertise et de contre-propositions qui, tout autour de la Méditerranée, est déjà entamé et qui aurait pu être élargi et enrichi par une immersion dans un mouvement social plus large.

Au sein même du Forum Civil, une participation plus massive de notre réseau et une préparation moins improvisée, auraient pu permettre un travail de sensibilisation de l'ensemble des ateliers sur le contexte des accords euro-méditerranéens par rapport aux thématiques abordées. Nous avions des choses à dire sur l'impact du processus sur les conditions de vie des femmes, sur les droits de l'homme, sur la question du chômage et de l'exclusion… Cela aurait sans doute permis une radicalisation des résolutions et un réel débat sur les enjeux du PEM irriguant des secteurs du mouvement associatif qui ne se sont pas encore posé ce genre de questions.

La question est donc moins fallait-il ou non y aller que comment et avec quelles forces.

Lucile Daumas & Jean-Luc Cipière
Contact pour cet article. Secrétariat du groupe de travail sur la Méditerranée d'ATTAC France
groupe-mediterranee@attac.org

(1) Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen en vue de préparer la réunion des ministres euro-méditerranéens des Affaires Etrangères à Valence les 22 et 23 avril 2002 - Bruxelles, le 13 février 2002 - SEC(2002) 159 final

Brèves d'OMC

Par Le groupe de travail Traités internationaux d'ATTAC Marseille

A- Réunion du Comité sur le Commerce et l'Environnement (CCE) :

La réunion du 21 Mars du Comité sur le Commerce et l'Environnement s'est axé sur l'accès au marché; l'Inde, avec le soutien de beaucoup d'autres PED, insistant sur la nécessité du maintien de l'accès au marché face au développement des obstacles non tarifaires au commerce ayant pour base la défense de l'environnement. Elle a indiqué qu'elle soumettrait une proposition écrite pour assurer l'accès au marché dans sa version actuelle face aux conséquences potentiellement négatives des règles environnementales sur ses exportations.

Concernant le statut d'observateurs des Organisations Inter Gouvernementales aux sessions spécia les du Comité, particulièrement quand les négociations portaient sur les obligations commerciales spécifiques et les échanges d'informations avec les accords multilatéraux sur l'environnement, le Comité a différé la prise en compte de ces requêtes, des discussions ayant cours actuellement sur ce sujet au Conseil Général.

Les deux points les plus controversés dans la position de l'UE sont que d'une part l'UE va au delà du mandat de négociation tel que défini par la Conférence de Doha en assimilant à la discussion sur ce sujet toutes les parties, alors que le texte de Doha le limite aux discussions entre membres parties aux accords environnementaux multilatéraux.

D'autre part un certain nombre de délégations s'inquiètent que des propositions antérieures de l'UE visant à renverser la charge de la preuve dans les conflits impliquant l'environnement refassent surface.

La plupart des Etats considèrent que le CCE doit d'abord jouer un rôle de contrôle, les négociations sur les services environnementaux étant du ressort du Comité de Négociation sur l'Accès au Marché. Bien qu'il existe déjà une liste de services environnementaux, on indique de source autorisée qu'un service environnemental doit rester du ressort de l'Accès au Marché et non des sessions spéciales des Services.



En Juin devrait se tenir une session d'information avec les secrétariats des AME (Accords Multilatéraux sur l'Environnement) avec le PNUE et les représentants de la Convention sur le Commerce International des Espèces en Danger, de la Convention de Bâle, du Protocole de Montréal, de la Convention sur la Diversité Biologique, et la Convention cadre de l'ONU sur les Changements Climatiques.

B- "Ban Lindane" !!

C'est le mot d'ordre lancé par Pesticide Action Network contre l'utilisation du lindane, cousin du DDT et dernier des pesticides de la famille des organo-cholrés interdit par Bruxelles sous l'action des ONG, qui continue néanmoins à être utilisé dans le Sud. Responsable de cancers tant chez les agriculteurs non formés ni protégés qui le manipulent que chez les consommateurs qui en absorbent les résidus. Il est employé par exemple dans les plantations de cacao.

C- Services :

A la session spéciale de fin Mars du Conseil des Services, plusieurs pays, au rang desquels on trouve le Pérou, le Pakistan et Cuba sont intervenus pour souligner l'importance pour les PED de procéder à l'évaluation de la libéralisation de ce secteur qui devrait avoir lieu avant que les Membres ne s'engagent plus avant. Ce programme devrait rester inscrit de façon permanente à l'agenda puisque aussi bien l'Art. XIX.3 de l'AGCS que le guide de négociation de Doha dans son § 14 mandatent le Conseil pour entreprendre ce genre d'évaluation de façon continue.

L'Art XIX.3 expose que "le Conseil des Services entreprendra une évaluation du commerce dans les services dans son ensemble et par secteur selon les objectifs de cet Accord"

Bien que les Membres aient indiqué au début leur volonté de passer en revue les progrès accomplis dans la négociation poursuivie à ce jour, ils ont montré très peu d'intérêt les dernier jour de la session à considérer "d'où ils venaient" mais "plutôt de se concentrer vers où ils allaient".

Au cours du débat sur l'Art. IV de l'AGCS (participation accrue des PED), l'Ouganda, au nom des PMA, a fait une proposition sur les modalités pour accorder un traitement particulier aux PMA, au terme desquelles on ne pourrait exiger des PMA à présenter des engagements spécifiques dans plus de 4 secteurs; de même les pays développés devraient accorder le plein accès de leur marché et le traitement national aux services des PMA dans les secteurs et modes de fourniture dans lesquels ces pays ont des intérêts spécifiques pour leurs exportations.

Le fait qu'on n'entre pas dans des discussions approfondies fait dire à certains PED qu'il s'agit d'une nouvelle preuve que les USA et l'UE essaient de bilatéraliser le processus de négociation en tentant de placer les sujets n'ayant pas reçu de réponses dans une phase de demandes/offres bilatérales où leur pouvoir de négociation est plus important et où ils pourront traiter des sujets comme les réglementations nationales sur une base plus ciblée.

Plusieurs délégués ont commencé à réclamer qu'on donne davantage de temps pour procéder à des négociations bilatérales. Ils ont suggéré que les réunions des sessions spéciales de 5 jours soient réduites à 2 afin que les délégations disposent de plus de temps dans leurs contacts bilatéraux.

D- Critique des Organisations Internationales par la Hollande :

A la Conférence de Monterrey, le Ministre de la Coopération et du Développement des Pays-Bas a parlé du manque de contrôle démocratique dans les Organisations Financières Internationales et a qualifié l'OMC d' "autre obstacle majeur à une gouvernance globale en faveur des pauvres". Quant au Ministre du Développement rural malais il a déclaré quil "aimerait bien voir l'OMC adhérer aux sujets ayant un rapport avec le commerce"

Pour Christian Aid, l'engagement des USA d'augmenter son aide publique "semble être un remboursement au rabais en faveur des pays pauvres qui donnent leur accord pour s'ouvrir aux produits US"

E- Concernant les OGM :

Au Comité Sanitaire et Phytosanitaire, les USA, soutenus par le Canada et l'Argentine ont souligné qu'il était de l'autorité et de la responsabilité de la Commission Européenne de convaincre les Etats de l'Union de reprendre le processus d'adoption des OGM.

F- Désappointements des PED au sujet de l'Accord Textiles :


attac

Au Conseil des Marchandises (22/3/2002), Hongkong, parlant au nom des membres du Bureau International du Textile et de l'Habillement, a regretté et a exprimé son désappointement que le Conseil n'avait pas été capable à ce jour de compléter son rapport et de livrer ses recommandations sur le 2e niveau d'intégration de l'Accord Textile. Soutenu par l'Inde, l'Egypte, le Brésil, le Bangladesh et le Guatemala, Hongkong a rappelé qu'après 7 ans, ils n'avaient constater la disparition de quelques quotas seulement

G- Au Comité sur l'Agriculture (26/03/2002) :

Un programme de travail a été établi déterminant les modalités de la nouvelle étape de négociations d'ici le 31/03/2003.

Le "traitement spécial et différentié prévu pour les PED fera partie intégrale de tous les éléments de négociations" et les "affaires non commerciales seront prises en compte dans ces négociations", comme l'a prévu la Déclaration de Doha (§ 13). Ce programme inclut des baisses significatifs des droits et des subventions.

L'UE insisterait pour que soit discuté en premier lieu l'accès au marché, alors que les PED proposent que les discutions sur ce sujet ne débutent pas avant le début Septembre, n'étant pas en capacité d'évaluer toutes les options concernant l'accès au marché d'ici la réunion de Juin.

Un délégué africain a déclaré que beaucoup de PED ne voulaient pas être bousculé par une allure trop rapide dans les discussions. On ne s'attend pas à parvenir à une concrétisation d'ici la fin Mars 2003 de toute manière, les Membres n'étant vraisemblablement pas en mesure de s'accorder sur les points fondamentaux sur de nouveaux engagements dès cette première étape. Alors que certains pays africains désiraient ramasser rapidement la mise pour ne pas "reperdre aussitôt ce qu'ils venaient juste d'obtenir à Doha", d'autres pays aussi bien développés qu'en voie de développement mettaient en garde sur le fait que les négociations dans l'agriculture ne pouvaient être l'endroit propice pour que les PED s'attendent à obtenir des avantages avant la conclusion du nouveau round commercial.

H- 3e session préparatoire de la Commission de l'ONU sur le Développement durable au Sommet de Johannesburg

Les délégués ont centré leur activités selon trois groupes de travail; Le premier traite de l'éradication de la pauvreté, du changement des modes de production et de consommation et de la protection et de l'exploitation du développement économique et social de base. Le second groupe traite du développement durable dans le cadre de la globalisation du monde, de la santé et du développement soutenable, du développement des petits Etats insulaires , des initiatives durables pour l'Afrique et des moyens de les mettre en œuvre. Le groupe 3 traite de la gouvernance pour un développement durable aux niveaux nationaux, régionaux et internationaux.

En matière de développement rural, le Japon, qui a constamment défendu ses différents programmes de soutien domestique de même que le concept de multifonctionnalité dans l'agriculture a insisté pour l'abandon de référence aux "subventions dénaturant le commerce", estimant que cela allait au delà du mandat de Doha.

Au chapitre du changement dans les modes de consommation, un certain nombre de pays ont demandé que l'eco étiquetage se fasse sur une base volontaire. Le G77+ Chine et la Nouvelle-Zélande se sont opposés à la proposition de la Suisse et de l'UE de fournir des informations de traçabilité des produits aux consommateurs. Pour les USA, appuyés par la Corée, il conviendrait d'utiliser les instruments économiques et les incitations du marché pour internaliser les coûts externes.

Sous le chapitre de la santé, les USA, l'UE et le Japon se sont opposés à une proposition du G77 pour une application "flexible" de l'Accord Adpics, les pays développés étant en faveur de régimes stricts dans le domaine de la propriété intellectuelle et dans le secteur pharmaceutique en particulier. Le co-président du groupe a proposé de reprendre les termes contenus dans la Déclaration de Doha à ce sujet.

Concernant les propositions d'inclure un plan d'application pratique et de partenariats, la Third World Network s'est plainte que ceux qui disposaient de l'argent conduiraient le processus; le Women's Caucus refuse de former un partenariat avec les multinationales et en a critiqué le concept pour ne pas être clair et ne contenir aucun critère.

Dans un communiqué du 25/03 Friends of the Earth Int. fait valoir que le nouvel agenda de l'OMC présente de sérieux manques dans les domaines sociaux et environnementaux et a appelé les gouvernements à lancer une



évaluation des impacts de la libéralisation du commerce dans ces domaines. FoEI a aussi demandé au Sommet d'établir le principe que les Accords Multilatéraux sur l'Environnement prennent toujours le pas sur les règles du commerce.

Le 4e Comité préparatoire se réunira à Bali du 27/05 au 7/6 à un niveau ministériel

I- 4e réunion de l'Assemblée Parlementaire ACP-UE:

L'accord de Cotonou signé en Juin 2000 est en cours de ratification. La nouvelle co-présidente Glenys Kinnock (RU) a dit dans son discours d'introduction qu'elle "était attristée et profondément embarrassée" par le fait qu'à ce jour seulement 4 des 15 Membres de l'UE (et 41 des 77 pays ACP) avaient procédé à sa ratification.

L'Assemblée Parlementaire prévoit de tenir des discussions sur la participations d'acteurs non-étatiques. Malgré une participation accrue de la société civile, un membre du Forum ACP-UE de la Société Civile a souligné que beaucoup de participants officciles ne se sont pas encore engagés dans un soutien à la participation de la société civile dans le processus.

Une des résolutions adoptées a appelé à une annulation de la dette qui absorbe 40 % du PNB des PMA et à la réforme des règles actuelles de l'OMC et à leur remplacement par des règles équitables prenant en compte les priorités des pays du Sud".

L'Accord de Cotonou prévoit la négociation (à partir de Septembre 2002) de nouveaux arrangements commerciaux de réciprocité et compatibles avec les règles de l'OMC. Ils s'appuieraient sur un processus d'intégration régional entre pays ACP.

J- L'UE resserre le contrôle sur ses importations d'acajou en provenance d'Amazonie :

Les permis accompagnant les chargements sont utilisés de façon illégale en contravention avec la Convention sur le Commerce des Espèces végétales et animales protégées. L'avis que la Commission a adressé à ses Membres fait suite à l'interdiction brésilienne de transporter ou de commercialiser l'acajou de 3 Etats amazoniens datant d'Octobre dernier.

Ces permis, selon le gouvernement brésilien, n'auraient pu être accordés qu'à la faveur de pressions sur des tribunaux brésiliens régionaux. Greepeace a salué l'initiative de la Commission et à appelé les USA, le plus important marché du bois amazonien, à suivre l'exemple européen.

K- Les commentateurs africains affichent leur scepticisme sur les avantages de l'OMC :

A un séminaire organisé par l'USAID au Sénégal destiné à la préparation des négociateurs sénégalais aux négociations de l'OMC, les porte-paroles sénégalais ont critiqué l'OMC pour marginaliser les PED tout en servant les intérêts des pays développés. " L'OMC n'a pas été faite pour des pays comme les nôtres. Ce qui fonctionne à l'OMC c'est la régulation des relations entre les USA et les Européens" (Ely Madiodo Fall, professeur d'économie) Pendant un autre séminaire régional sur les nouvelles négociations à l'OMC tenu en Zambie, le directeur exécutif zambien de la Commission sur la Concurrence a déclaré que la plupart des PED demeurent sceptiques sur la proposition d'un nouvel accord multilatéral sur la concurrence. Il a ajouté que ce sont les pays développés conduits par l'UE qui désirent s'assurer d'une totale liberté pour leurs entreprises dans le monde en développement, au détriment des pays pauvres et que des normes de concurrence uniformes feraient obstacle aux efforts des PED pour construire leur propre politique.

L- La Commission prévoit la mise en place d'une méthode d'évaluation pendant les étapes de négociations à l'OMC

L'Institut pour une politique du Développement et du Management de l'Université de Manchester a été choisi par la Commission européenne pour entreprendre des études sur la méthodologie pour développer une Evaluation de l'Impact Durable (EID) à utiliser pendant les étapes successives de négociations à l'OMC. Les phases 1 et 2 de l'EID peuvent déjà être consultés en anglais sur le site de la commission : http://europa.eu.int/comm/trade/miti/envir/sia.htm La nouvelle phase peut être consultée sur : http://idpm.man.ac.uk/sia-trade

Contact pour cet article. Omc.marseille@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC



Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Friday 3
AUSTRIA : St Polten
FRANCE: Chinon – Paris 12 – Orleans

-- Saturday 4
AUSTRIA : St Polten – Unversitat Wien
FRANCE: Paris 14 – Paris 12 – Metz – Villeneuve sur Lot

-- Monday 6
AUSTRIA: Wien - Innsbruck
BELGIQUE BELGIE: Liege
DANMARK: Norrebro
FRANCE: Saint Nazaire – Bagnols – Trappes – Vierzon – Vendome – Strasbourg – Grenoble
NORGE : Oslo
SVERIGE : Stockholm

-- Tuesday 7
DANMARK: Aalborg
FRANCE: Nantes – Ales – Saint Die - Louviers
SVERIGE : Goteborg

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.